

de l'Agriculture, c'est un débat sur la parité des prix.

**L'hon. M. Harkness:** Ça ne me dérange pas du tout.

**M. Argue:** Il voit dans la parité des prix un grave danger pour le pays. Il dit: "Voyez les Américains, qui l'ont essayée." Ce qui n'a pas empêché le premier ministre lui-même, depuis des années, de préconiser cette politique jour après jour.

Le premier ministre prétend que les cultivateurs connaissent aujourd'hui un degré de sécurité qu'ils n'ont jamais connu auparavant. Je vais laisser les cultivateurs eux-mêmes décider si c'est vrai, s'ils se trouvent mieux aujourd'hui, avec un prix moyen de \$1.23 le boisseau, qu'en 1943 quand le prix moyen du blé était de \$1.25 le boisseau. Je vais les laisser juger eux-mêmes s'ils ont plus de sécurité que jamais auparavant, à la lumière de la réduction du paiement final de 1956-1957, qui a baissé de 5c. ou 6c. le boisseau. Je vais les laisser décider eux-mêmes s'ils se trouvent mieux d'une augmentation continue des frais de production.

Le premier ministre a dit que le gouvernement remplit ses promesses. Il a parlé des engagements du gouvernement, dont un certain nombre ont été exécutés. Quand le gouvernement donnait suite à ses engagements, nous avons approuvé les mesures législatives, mais certaines de ses promesses n'ont pas été remplies. Nous devons obtenir un rapport sur le régime des pensions de vieillesse aux États-Unis dans les trois ou quatre mois après la nomination du Dr Clark. Nous n'en avons encore eu aucune nouvelle et je croyais que des mesures seraient prises immédiatement après réception du rapport. Nous savions qu'une conférence fédérale-provinciale devait avoir lieu. Nous le savions parce que le gouvernement l'avait dit, mais elle n'a pas encore eu lieu, de sorte que voilà une promesse qui n'a pas été remplie. Personne ne devait souffrir du chômage dans notre pays. Voilà une autre chose que le premier ministre a dite. A l'entendre, aucun aucun chômeur n'aurait à souffrir sous son administration. C'est à peu près ce qu'il a dit. Toutefois le chômage est toujours sérieux et bon nombre de personnes croient que l'hiver suivant sera...

**Des voix:** Règlement.

**M. Argue:** J'enfreins le Règlement, j'en conviens, mais j'imite en cela le premier ministre et d'autres députés. Le premier ministre a parlé de tout ce qu'on voudra, mais en ce qui me concerne, je m'attache au moins à quelques-unes des promesses faites par le gouvernement.

[M. Argue.]

Le premier ministre a beaucoup insisté sur ce qu'il appelle ma réaction générale à tout ce que fait le gouvernement. Selon lui je prétendrais que le gouvernement ne fait jamais assez, qu'il devrait toujours en faire davantage. C'est là d'ailleurs une attitude assez logique, encore que je sache qu'il est bien des choses que j'ai appuyées sans réserve. Je me demande même si ce n'est pas là ce que j'ai fait le plus souvent, si on songe que presque tous les crédits adoptés ici, à la Chambre, le sont à l'unanimité.

Je reste toutefois persuadé que l'opposition a un rôle aussi important à jouer que le gouvernement. Le gouvernement doit nous saisir de mesures législatives, l'opposition devant critiquer ces mesures et en marquer les insuffisances. Je crois qu'on doit faire beaucoup plus pour l'agriculture de l'Ouest qu'on ne fait. On pourrait agir en ce sens dès maintenant. Le premier ministre me permettra de lui dire que quand je serai entièrement satisfait de tout ce que fait le gouvernement, je n'aurai plus aucune espèce d'utilité en tant que député. C'est en effet le devoir des députés de ne rien négliger pour améliorer les mesures législatives dont la Chambre est saisie.

Le premier ministre a dit que j'essayais toujours d'organiser une marche sur Ottawa. Je crois l'avoir mentionné, il y a deux ou trois ans... (*Exclamations*)

**Une voix:** C'est plus récent.

**M. Argue:** Non, je crois avoir employé depuis lors, le mot "délégation massive".

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Oh non!

**M. Argue:** Si le premier ministre voulait bien m'écouter, je lui dirais en réponse à son affirmation d'après laquelle j'ai encouragé une marche des agriculteurs sur Ottawa, que je ne le nierai ni l'admettrai. Tout ce que je dirai c'est qu'il me semble avoir employé, il y a deux ou trois ans, l'expression "marche" mais pour autant que je sache, je n'en ai parlé depuis que comme d'une délégation massive.

**L'hon. M. Churchill:** A Ottawa.

**M. Argue:** Je rappellerai au premier ministre que s'il peut faire son choix et se servir de tous les termes qu'il veut, toutes les déclarations au sujet d'une délégation massive à Ottawa ne viennent pas de moi. Il y a encore d'autres gens qui s'intéressent à y envoyer une délégation nombreuse. Je sais, par les administrateurs du Syndicat du blé de la Saskatchewan, qu'à ses réunions générales, celui-ci a demandé, ces dernières années, à son conseil d'administration d'insister sur le programme de versements d'appoint approuvé par l'organisation, de façon